



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DF DIRECTION GÉNÉRALE DES
FINANCES PUBLIQUES

Service Comptable de l'Etat

Situation Mensuelle de l'Etat



BUDGET
2018

Mai 2018


MINISTÈRE DE L'ACTION
ET DES COMPTES PUBLICS



Synthèse	2
Faits marquants	2
Chiffres clés	4
Solde d'exécution budgétaire	5
Dépenses	6
Dépenses du budget général par titres et catégories	6
Dépenses du budget général par missions et programmes	7
Recettes	10
Recettes fiscales du budget général	10
Recettes non fiscales du budget général	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours	14
Opérations des comptes spéciaux	15
Données patrimoniales	16
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	16
Dette financière de l'Etat	17
Notes méthodologiques	18



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -55,072 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin mai 2018 s'élève à -55,072 Md€ contre -65,020 Md€ à fin mai 2017 à périmètre constant.

Cette évolution (+9,948 Md€) s'explique par une

augmentation des recettes nettes de 5,918 Md€ et une variation du solde des comptes spéciaux de +4,083 Md€.

Dépenses du budget général (nettes de R et D*) : 142,963 Md€

Les principales dépenses du mois (en CP)

► **Mission Enseignement scolaire** : 5,858 Md€, notamment au titre du programme « Enseignement scolaire public du second degré » (2,783 Md€) et du programme « Enseignement scolaire public du premier degré » (1,842 Md€) ;

► **Mission Engagements financiers de l'Etat** : 5,638 Md€, au titre du programme « Charge de la dette et trésorerie de l'Etat » (5,638 Md€) ;

► **Mission Défense** : 3,931 Md€, dont 2,106 Md€ au titre du programme « Soutien de la politique de la défense » et 1,093 Md€ au titre du programme « Equipement des forces » ;

► **Mission Cohésion des territoires** : 2,000 Md€, essentiellement au titre du programme « Aide à l'accès au logement » (1,746 Md€) ;

Les dépenses nettes à fin mai 2018 s'élèvent à 142,963 Md€ contre 142,910 Md€ à fin mai 2017. Cette évolution contenue (+0,053 Md€) est toutefois marquée par une augmentation des dépenses de personnel de 1,345 Md€ (écart conforme à la hausse prévue en LFI) et une hausse des dépenses d'investissement de 0,971 Md€ (essentiellement au

► **Mission Recherche et enseignement supérieur** : 1,688 Md€, principalement au titre du programme « Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires » (0,983 Md€) ;

► **Mission Sécurités** : 1,613 Md€, notamment au titre du programme « Police nationale » (0,861 Md€) et du programme « Gendarmerie nationale » (0,703 Md€) ;

► **Mission Solidarité, insertion et égalité des chances** : 1,182 Md€, essentiellement au titre du programme « Handicap et dépendance » (1,051 Md€) ;

► **Mission Gestion des finances publiques et des ressources humaines** : 0,851 Md€, essentiellement au titre du programme « Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local » (0,641 Md€).

titre de la mission « Défense »), compensées par la baisse des dépenses d'intervention à hauteur de 2,183 Md€, essentiellement en raison d'une modification des échéanciers relatifs aux versements à SNCF Réseau (au titre du programme « Infrastructures et services de transports ») et au versement des aides au logement).

Recettes du budget général (nettes de R&D*) : 110,777 Md€

Les principales recettes du mois

► **TVA nette** : 13,241 Md€ ;

► **IR net** : 12,912 Md€ (montant lié à l'encaissement, au 15 mai, du 2^{ème} acompte provisionnel et de la mensualisation du mois) ;

► **Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes** : 3,434 Md€, dont des droits de mutations à titre gratuit pour 1,391 Md€, les autres taxes intérieures pour 0,594 Md€ (essentiellement au titre de la taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité) et la taxe sur les installations nucléaires pour 0,576 Md€ ;

► **Dividendes et recettes assimilées** : 2,478 Md€ (dont 2,165 au titre des produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières) ;

► **IS net** : 1,215 Md€ ;

► **Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques** : 1,203 Md€ ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales** : -2,663 Md€, principalement la dotation globale de fonctionnement (DGF) avec -2,049 Md€ ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne** : -1,177 Md€.



Recettes fiscales (nettes de R&D*) : 127,359 Md€

Les recettes fiscales nettes à fin mai 2018 s'élèvent à 127,359 Md€ contre 124,330 Md€ à fin mai 2017. Cette variation (+3,029 Md€) s'explique notamment par des hausses de TVA brute pour 3,501 Md€ (2,617 Md€ en net), d'IR brut pour 1,297 Md€ (1,015 Md€ en net), d'IS brut pour 0,904 Md€ (2,631 Md€ en net) et de droits d'enregistrement, timbre, autres

contributions et taxes indirectes pour 0,932 Md€. Ces augmentations sont partiellement compensées par des remboursements et dégrèvements plus élevés de 3,339 Md€ par rapport à mai 2017 (écart essentiellement lié aux remboursements de la contribution de 3 % sur les dividendes distribués, intervenus en 2018, pour 3,240 Md€).

Recettes non fiscales : 4,594 Md€

Les recettes non fiscales à fin mai 2018 s'élèvent à 4,594 Md€ contre 2,488 Md€ à fin mai 2017. Cette variation (+2,106 Md€) s'explique par des dividendes et recettes assimilées en hausse de 2,492

Md€ à ce stade de l'année (essentiellement en raison du décalage calendaire de l'encaissement des dividendes BDF, intervenus en 2017 au mois d'août).

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -21,775 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat s'élèvent à -21,775 Md€ à fin mai 2018 contre -23,118 Md€ à fin mai 2017. Cette évolution (+1,343 Md€) s'explique par des prélèvements au profit des collectivités territoriales en baisse de 2,472 Md€ (en particulier au

titre de la DGF, en diminution de 2,545 Md€), conformément à la LFI 2018.

Cette diminution est partiellement compensée par des versements à l'Union européenne en hausse de 1,128 Md€, conformément à la LFI 2018.

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -22,886 Md€

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

► Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 8,604 Md€ et des recettes d'impôts locaux pour 4,225 Md€ ;

► Le compte « **Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat** » affiche des dépenses pour 5,839 Md€ correspondant essentiellement au paiement des intérêts des OAT à taux fixe, et des recettes pour 5,826 Md€, principalement au titre de l'abondement par le budget général ;

A fin mai 2018, le solde des comptes spéciaux s'établit à -22,886 Md€ contre -26,969 Md€ à fin mai 2017.

Cette variation (+4,083 Md€) s'explique essentiellement par l'amélioration du solde des comptes de concours financiers (+4,876 Md€, principalement en raison de remboursements des avances versées à l'ASP au titre du préfinancement des aides communautaires de la PAC, plus précoces qu'en 2017) et l'amélioration du solde des comptes

► Le compte « **Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage** » présente des recettes pour 1,365 Md€ correspondant à l'affectation de la fraction régionale de taxe d'apprentissage ;

► Le compte « **Prêts à des Etats étrangers** » affiche des dépenses pour 0,803 Md€, essentiellement au titre d'un prêt octroyé à l'Agence française de développement (AFD) pour 0,800 Md€.

d'affectation spéciale (+3,148 Md€, écart lié à l'augmentation de capital d'EDF pour 3 Md€, en mars 2017, impactant le compte « Participations financières de l'Etat »). Cette amélioration est partiellement compensée par la diminution du solde des comptes de commerce pour -3,936 Md€, principalement le compte « Soutien financier au commerce extérieur » en baisse de -3,845 Md€ en raison de la recette constatée lors du solde du compte de la COFACE en janvier 2017).

Dettes financières de l'Etat au 31 mai : 1 726,119 Md€

Les principaux flux nets positifs enregistrés au cours de l'année concernent les OAT (émissions nettes de

remboursements de 29,032 Md€) et les BTF (émissions nettes de 4,182 Md€).



	Mois	Cumul à fin mai		Renvoi Page	
	unité : million d'€. Mai	2018	2017 retraité 2017 exécuté		
DONNEES BUDGETAIRES					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-734	-55 072	-65 020	-66 448	5
Dépenses du budget général (nettes de R et D)	27 704	142 963	142 910	142 555	6
Recettes du budget général (nettes de R et D)	30 528	110 777	104 859	103 076	10
Principales recettes fiscales (nettes de R et D)					
- IR	12 912	40 700	39 685	39 685	
- IS *	1 215	8 392	5 761	5 761	
- TVA	13 241	64 350	61 733	62 729	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	-3 557	-22 886	-26 969	-26 969	15
DONNEES PATRIMONIALES					
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	-802	108 369			16
Dettes financières de l'Etat	-4 750	1 726 119			17

* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés



	Mois	Cumul à fin mai		
	unité : million d'€. Mai	2018	2017 retraité	2017 exécuté
Dépenses nettes du budget général				
Dotations des pouvoirs publics	0	992	991	991
Dépenses de personnel	10 956	54 798	53 453	53 464
Dépenses de fonctionnement	3 272	23 475	23 478	23 358
Charges de la dette de l'Etat	5 638	20 058	20 085	20 085
Dépenses d'investissement	1 035	5 199	4 228	4 228
Dépenses d'intervention	6 667	37 620	39 803	39 558
Dépenses d'opérations financières	136	822	872	872
Total des dépenses (nettes de R et D) (I)	27 704	142 963	142 910	142 555
Recettes nettes du budget général				
Recettes fiscales	31 463	127 359	124 330	124 187
Recettes non fiscales	2 796	4 594	2 488	2 488
Prélèvements sur recettes	-3 841	-21 775	-23 118	-24 759
Fonds de concours	109	598	1 159	1 159
Total des recettes (nettes de R et D) (II)	30 528	110 777	104 859	103 076
Total des recettes (nettes de R et D, hors prélèvements sur recettes)	34 368	132 552	127 977	127 834
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	2 823	-32 186	-38 051	-39 479
Comptes spéciaux				
Solde des comptes d'affectation spéciale	1 373	4 605	1 457	1 457
Solde des comptes de concours financiers	-4 902	-27 672	-32 548	-32 548
Solde des comptes de commerce	-42	203	4 139	4 139
Solde des comptes d'opérations monétaires	1 126	1 028	-228	-228
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)	-3 557	-22 886	-26 969	-26 969
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)	-734	-55 072	-65 020	-66 448



	Mois	Cumul à fin mai		
	unité : million d'€. Mai	2018	2017 retraité	2017 exécuté
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	10 956	54 798	53 453	53 464
Rémunérations d'activité	6 188	31 143	30 391	30 397
Cotisations et contributions sociales	4 709	23 342	22 757	22 761
Prestations sociales et allocations diverses	60	312	306	306
AUTRES TITRES	16 748	88 165	89 456	89 091
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	0	992	991	991
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	3 272	23 475	23 478	23 358
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	1 847	10 061	9 910	9 828
Subventions pour charges de service public	1 425	13 414	13 567	13 530
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	5 638	20 058	20 085	20 085
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	5 638	20 058	20 085	20 085
Titre 5 - Dépenses d'investissement	1 035	5 199	4 228	4 228
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	676	3 926	3 071	3 071
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	359	1 273	1 157	1 157
Titre 6 - Dépenses d'intervention	6 667	37 620	39 803	39 558
Transferts aux ménages	3 493	19 229	19 870	19 735
Transferts aux entreprises	439	5 247	6 666	6 759
Transferts aux collectivités territoriales	1 036	3 592	3 379	3 459
Transferts aux autres collectivités	1 699	9 537	9 873	9 589
Appels en garantie	0	14	16	16
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	136	822	872	872
Prêts et avances	1	44	277	277
Dotations en fonds propres	134	220	167	167
Dépenses de participations financières	1	558	427	427
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL	27 704	142 963	142 910	142 555



unité : million d'€	Mois de mai		Cumul à fin mai 2018		Cumul à fin mai 2017 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ACTION ET TRANSFORMATION PUBLIQUES ⁽¹⁾	0	0	1	0	0
Rénovation des cités administratives et autres sites domaniaux multi-occupants ⁽¹⁾	0	0	1	0	0
Fonds pour la transformation de l'action publique ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	154	195	1 522	1 323	1 211
Action de la France en Europe et dans le monde	85	113	879	771	756
Diplomatie culturelle et d'influence	48	61	470	383	290
Français à l'étranger et affaires consulaires	21	21	174	168	165
Présidence française du G7 ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	202	224	1 144	1 124	1 129
Administration territoriale	138	148	696	669	669
Vie politique, culturelle et associative	4	3	91	89	93
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	60	73	356	365	367
AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	103	145	1 295	1 118	887
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de la forêt, de la pêche et de l'aquaculture ⁽²⁾	12	51	818	668	392
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	43	41	223	201	238
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	48	52	255	248	257
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	238	149	1 110	1 398	1 270
Aide économique et financière au développement	1	69	304	641	547
Solidarité à l'égard des pays en développement	237	80	806	757	723
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	2	18	1 901	1 747	1 747
Liens entre la Nation et son armée	2	4	20	9	14
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	0	7	1 791	1 691	1 692
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	0	7	91	47	41
COHESION DES TERRITOIRES ⁽³⁾	456	2 000	14 963	6 084	7 866
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	269	181	793	595	566
Aide à l'accès au logement	0	1 746	13 811	5 239	7 043
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	104	21	158	111	101
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	11	11	40	41	50
Interventions territoriales de l'Etat	4	1	4	13	16
Politique de la ville	68	39	157	84	91
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	50	48	290	285	278
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	31	30	160	157	152
Conseil économique, social et environnemental	0	0	40	40	40
Cour des comptes et autres juridictions financières	19	18	91	88	86
Haut Conseil des finances publiques	0	0	0	0	0
CREDITS NON REPARTIS	0	0	0	0	0
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
CULTURE	328	244	1 529	978	995
Patrimoines	149	57	545	277	275
Création	74	86	451	253	266
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	105	101	533	447	454
DEFENSE	3 684	3 931	16 684	18 844	18 063
Environnement et prospective de la politique de défense	28	79	619	608	624
Préparation et emploi des forces	536	653	3 380	3 570	3 623
Soutien de la politique de la défense	1 977	2 106	9 816	9 821	9 546
Equiperment des forces	1 143	1 093	2 869	4 845	4 271
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	75	89	479	448	491
Coordination du travail gouvernemental	47	39	220	192	200
Protection des droits et libertés	4	4	39	38	39
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	23	46	220	217	252



unité : million d'€	Mois de mai		Cumul à fin mai 2018		Cumul à fin mai 2017 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES	403	774	6 243	4 598	5 675
Infrastructures et services de transports	140	106	597	976	2 058
Affaires maritimes ⁽²⁾	3	9	78	48	60
Paysages, eau et biodiversité	8	13	61	55	120
Expertise, information géographique et météorologie	1	47	364	243	250
Prévention des risques	7	17	545	229	202
Energie, climat et après-mines	17	5	303	199	356
Service public de l'énergie	0	346	2 931	1 511	1 292
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	227	230	1 363	1 337	1 338
ECONOMIE	96	93	873	778	878
Développement des entreprises et régulations ⁽²⁾	47	43	360	273	365
Plan "France Très haut débit"	0	0	0	0	0
Statistiques et études économiques	35	35	197	194	186
Stratégie économique et fiscale	14	14	316	311	327
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	5 659	5 638	20 148	20 208	20 312
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	5 638	5 638	20 058	20 058	20 085
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	0	0	15	14	16
Epargne	20	0	75	55	58
Majoration de rentes	0	0	0	0	117
Dotation en capital du Mécanisme européen de stabilité	0	0	0	0	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	0	0	0	80	35
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	5 733	5 858	31 305	30 931	30 364
Enseignement scolaire public du premier degré	1 836	1 842	9 148	9 145	8 950
Enseignement scolaire public du second degré	2 783	2 783	13 876	13 866	13 606
Vie de l'élève	245	343	3 062	2 926	2 908
Enseignement privé du premier et du second degrés	619	597	3 522	3 459	3 390
Soutien de la politique de l'éducation nationale	163	196	1 019	870	864
Enseignement technique agricole	87	98	679	664	645
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES	720	851	4 573	4 376	4 456
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	627	641	3 457	3 286	3 305
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	-26	67	335	378	434
Facilitation et sécurisation des échanges	120	119	643	619	614
Fonction publique	-1	23	138	92	103
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	132	154	669	568	468
Immigration et asile	59	85	535	447	423
Intégration et accès à la nationalité française	73	68	134	121	46
INVESTISSEMENTS D'AVENIR	0	0	3 485	999	0
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche	0	0	650	118	0
Valorisation de la recherche	0	0	1 850	201	0
Accélération de la modernisation des entreprises	0	0	985	680	0
JUSTICE	627	673	3 851	3 584	3 468
Justice judiciaire	255	277	1 481	1 458	1 392
Administration pénitentiaire	279	288	1 414	1 320	1 305
Protection judiciaire de la jeunesse	57	69	411	329	327
Accès au droit et à la justice	7	8	336	332	299
Conduite et pilotage de la politique de la justice	28	31	207	144	144
Conseil supérieur de la magistrature	0	0	2	2	2
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	3	14	386	234	178
Presse et médias	0	0	163	150	89
Livre et industries culturelles	4	14	223	84	90
OUTRE-MER	54	66	1 310	662	687
Emploi outre-mer	20	23	1 115	489	463
Conditions de vie outre-mer	33	42	195	174	224



unité : million d'€	Mois de mai		Cumul à fin mai 2018		Cumul à fin mai 2017 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
POUVOIRS PUBLICS	0	0	992	992	991
Présidence de la République	0	0	103	103	100
Assemblée nationale	0	0	518	518	518
Sénat	0	0	324	324	324
La Chaîne parlementaire	0	0	35	35	35
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	12	12	14
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	206	1 688	23 678	13 582	13 308
Formations supérieures et recherche universitaire	75	75	12 692	6 491	6 464
Vie étudiante	88	245	1 766	1 405	1 350
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	5	983	5 825	3 183	3 108
Recherche spatiale	0	138	1 567	1 175	744
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	0	157	1 023	797	1 118
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	14	20	444	306	309
Recherche duale (civile et militaire)	0	50	175	63	70
Recherche culturelle et culture scientifique	1	0	3	2	3
Enseignement supérieur et recherche agricoles	24	19	184	160	142
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	3	540	5 103	3 029	3 145
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	3	359	3 103	1 993	1 940
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	69	756	357	414
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	0	113	1 244	679	791
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	926	776	1 737	1 656	1 222
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	926	770	1 603	1 487	1 114
Concours spécifiques et administration	0	6	134	169	108
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	11 975	12 021	44 185	44 135	40 796
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	11 015	11 060	41 699	41 648	38 607
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	961	961	2 487	2 487	2 189
SANTE	3	27	1 178	471	418
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	3	27	364	145	135
Protection maladie	0	0	814	326	283
SECURITES	1 591	1 613	9 051	8 207	7 964
Police nationale	860	861	4 498	4 313	4 203
Gendarmerie nationale	706	703	4 020	3 686	3 543
Sécurité et éducation routières	2	2	14	8	8
Sécurité civile	23	47	519	200	210
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	95	1 182	18 004	8 056	8 166
Inclusion sociale et protection des personnes	26	59	6 060	2 014	1 909
Handicap et dépendance	0	1 051	10 979	5 374	5 394
Egalité entre les femmes et les hommes	2	2	7	6	6
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	67	70	959	662	857
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	16	12	735	441	395
Sport	15	10	190	101	129
Jeunesse et vie associative	1	2	488	309	266
Jeux olympiques et paralympiques 2024 ⁽¹⁾	0	0	56	31	0
TRAVAIL ET EMPLOI	746	700	8 699	6 243	6 878
Accès et retour à l'emploi	416	457	3 621	3 074	3 937
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	171	155	4 660	2 847	2 625
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	106	36	128	46	52
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	53	53	290	277	263
TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL	34 281	39 725	227 125	187 097	183 706
TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL	22 306	27 704	182 939	142 963	142 910

⁽¹⁾ Création en LFI 2018

⁽²⁾ Changement de libellé en LFI 2018

⁽³⁾ Regroupement des missions "Egalité des territoires et logement" et "Politique des territoires" supprimées en LFI 2018



	Mois		Cumul à fin mai	
	Mai	2018	2017 retraité	2017 exécuté
unité : million d'€.				
Impôt sur le Revenu (A)	13 084	41 481	40 184	40 184
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	150	716	644	644
Impôt sur les sociétés (C)	6 940	19 338	18 501	18 501
Impôt sur les sociétés	6 803	18 955	18 051	18 051
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	137	383	450	450
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	900	2 319	3 238	2 154
Retenues à la source sur certains bénéficiaires non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	35	354	322	322
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	427	802	916	916
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n°65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	0	0	0
Impôt sur la fortune immobilière ⁽²⁾	43	337	374	374
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	0	0	0
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	102	116	66	66
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	0	0	0	0
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	1	6	4	4
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	3	10	10	10
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	4	35	30	30
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	0	1	1	1
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	2	2	2	2
Prélèvements de solidarité ⁽¹⁾	141	390	1 070	0
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	1	2	4	4
Recettes diverses	141	264	440	426
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)	1 203	4 399	3 752	4 015
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	17 772	88 007	84 506	85 501
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	3 434	15 234	14 302	13 983
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	39	228	187	187
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	11	63	75	75
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	1	7	7	7



	Mois		Cumul à fin mai	
	Mai	2018	2017 retraité	2017 exécuté
unité : million d'€.				
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	195	980	1 083	1 083
Mutations à titre gratuit par décès	1 196	4 959	4 418	4 418
Contribution de sécurité immobilière	54	297	279	279
Autres conventions et actes civils	34	202	215	215
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	39	199	165	165
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	16	70	59	59
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	20	77	84	84
Timbre unique	12	97	148	148
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	594	4 873	4 618	4 618
Autres droits et recettes accessoires	0	11	2	2
Amendes et confiscations	1	12	12	12
Taxe générale sur les activités polluantes	224	256	193	6
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	0	0	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	1	87	86	86
Autres droits et recettes à différents titres	0	0	1	1
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	2	21	20	20
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	4	21	21	21
Taxe sur certaines dépenses de publicité	1	23	23	23
Taxe de l'aviation civile	0	0	0	0
Taxe sur les installations nucléaires de base	576	576	576	576
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	2	23	24	24
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	164	875	887	852
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	66	287	279	279
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	31	174	169	169
Prélèvement sur les paris sportifs	42	177	137	122
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	7	28	24	24
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières	67	477	320	320
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Autres taxes	35	132	187	107
TOTAL RECETTES FISCALES (A+B+C+D+E+F+G)	43 484	171 494	165 126	164 984
TOTAL RECETTES FISCALES (nettes de remb. et dégrèv.)	31 463	127 359	124 330	124 187



	Mois		Cumul à fin mai	
	Mai	2018	2017 retraité	2017 exécuté
unité : million d'€.				
Dividendes et recettes assimilées (A)	2 478	2 615	123	123
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	2 165	2 165	0	0
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	0	135	95	95
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	313	316	28	28
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	0	0
Produits du domaine de l'Etat (B)	48	416	628	628
Revenus du domaine public non militaire	20	87	57	57
Autres revenus du domaine public	1	3	85	85
Revenus du domaine privé	2	37	0	0
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	2	78	106	106
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	22	204	375	375
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	0	0
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	2	7	5	5
Produits de la vente de biens et services (C)	102	437	386	386
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	33	111	121	121
Autres frais d'assiette et de recouvrement	68	315	256	256
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	0	2	2	2
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	0	1	1	1
Autres recettes diverses	0	7	6	6
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	24	150	171	171
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	8	32	32	32
Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social	0	1	2	2
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	2	2	2
Intérêts des autres prêts et avances	0	22	27	27
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	15	83	96	96
Autres avances remboursables sous conditions	0	0	1	1
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	0	0	0
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	1	10	11	11



	Mois	Cumul à fin mai		
	unité : million d'€. Mai	2018	2017 retraité	2017 exécuté
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	52	389	426	426
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	45	45	45
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	3	125	156	156
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	9	15	11	11
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire du Trésor	1	5	4	4
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	37	189	202	202
Frais de poursuite	1	4	4	4
Frais de justice et d'instance	1	4	4	4
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	0	1	0	0
Divers (F)	91	588	753	753
Reversements de Natixis	0	0	0	0
Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	2	129	192	192
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	21	73	76	76
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	0	2	3	3
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	2	4	3	3
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	3	3	3
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	1	3	3	3
Récupération d'indus	3	9	14	14
Recouvrements après admission en non-valeur	10	49	54	54
Divers versements de l'Union européenne	0	6	10	10
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	2	20	9	9
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	2	10	15	15
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	2	0	0
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0
Soulte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	13	151	117	117
Produits divers	14	16	196	196
Autres produits divers	22	110	57	57
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	2 796	4 594	2 488	2 488



	Mois	Cumul à fin mai		
	unité : million d'€. Mai	2018	2017 retraité	2017 exécuté
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-2 663	-12 858	-15 330	-16 970
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-2 049	-10 261	-12 806	-14 446
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	0	-2	-4	-4
Dotation de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-139	-936	-784	-784
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	0	-1	-5	-5
Dotation élu local	0	0	-14	-14
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse	0	-30	-25	-25
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	-1	-1
Dotation départementale d'équipement des collèges	0	0	0	0
Dotation régionale d'équipement scolaire	0	0	0	0
Fonds de solidarité des collectivités territoriales touchées par des catastrophes naturelles	0	0	0	0
Dotation globale de construction et d'équipement scolaire	0	0	0	0
Compensation relais de la réforme de la taxe professionnelle	0	0	0	0
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-257	-1 291	-1 349	-1 349
Dotation pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-5	-5	-2	-2
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	0	0	0	0
Dotation de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	0	0	0	0
Dotation de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	-8	-41	-35	-35
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires	0	0	0	0
Dotation de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	-204	-204	-223	-223
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	0	-87	-82	-82
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Guyane	0	0	0	0
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne	-1 177	-8 917	-7 789	-7 789
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-3 841	-21 775	-23 118	-24 759
Fonds de concours				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	102	506	1 057	1 057
Fonds de concours - coopération internationale	8	92	103	103
TOTAL FONDS DE CONCOURS	109	598	1 159	1 159



unité : million d'€.

	Mois de mai		Cumul à fin mai					
	Dépenses	Recettes	Dépenses		Recettes		Soldes	
			2018	2017 exécuté	2018	2017 exécuté	2018	2017 exécuté
Comptes d'affectation spéciale	5 624	6 997	28 983	31 374	33 588	32 831	4 605	1 457
Aides à l'acquisition de véhicules propres	102	47	166	98	221	115	55	18
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	263	131	349	482	656	729	307	247
Développement agricole et rural	1	95	4	7	107	104	102	98
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	35	31	81	122	157	158	76	36
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage	0	1 365	0	40	1 445	1 377	1 445	1 337
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	24	20	113	93	114	121	1	28
Participation de la France au désendettement de la Grèce	0	148	0	0	148	183	148	183
Participations financières de l'Etat	52	10	834	4 506	713	1 337	-121	-3 169
Pensions	4 651	4 660	23 760	23 384	25 786	25 498	2 026	2 115
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	0	0	351	400	407	358	56	-42
Transition énergétique	496	490	3 324	2 242	3 833	2 850	510	608
Comptes de concours financiers	9 744	4 842	52 991	50 556	25 318	18 008	-27 672	-32 548
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	13	410	8 123	7 216	6 909	56	-1 213	-7 161
Avances à l'audiovisuel public	325	168	1 623	1 638	1 002	1 010	-621	-628
Avances aux collectivités territoriales	8 604	4 225	42 308	41 600	17 240	16 705	-25 068	-24 894
Prêts à des Etats étrangers	803	36	901	102	161	149	-740	46
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	0	2	36	0	6	88	-30	88
Comptes de commerce	6 161	6 120	22 157	23 059	22 360	27 198	203	4 139
Approvisionnement de l'Etat et des forces armées en produits pétroliers, biens et services complémentaires	51	19	205	220	257	261	52	41
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	13	14	65	65	65	66	-1	1
Couverture des risques financiers de l'Etat	179	179	619	1 336	619	1 336	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	20	16	95	140	172	301	77	161
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	5 839	5 826	20 962	20 979	20 962	21 000	0	21
Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes	1	0	1	3	0	0	-1	-3
Opérations commerciales des domaines	4	8	18	17	21	25	2	8
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	2	1	9	10	9	3	0	-7
Renouvellement des concessions hydroélectriques	0	0	0	0	1	0	1	0
Soutien financier au commerce extérieur	53	57	182	288	255	4 206	73	3 918
Comptes d'opérations monétaires	173	1 299	437	587	1 465	359	1 028	-228
Emission des monnaies métalliques	6	20	82	51	57	77	-25	26
Opérations avec le Fonds Monétaire International	167	1 278	355	488	1 405	277	1 050	-211
Pertes et bénéfices de change	0	0	0	48	3	5	3	-43
TOTAL COMPTES SPECIAUX	21 703	19 258	104 568	105 576	82 731	78 396	-21 836	-27 180
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	21 536	17 979	104 213	105 088	81 326	78 119	-22 886	-26 969



Unité : million d'€		Solde au 31/12/2017	Flux nets de l'année	Solde à fin mai 2018
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes d'assurance et de réassurance	431	90	521
	Organismes à caractère financier			
	Caisse des Dépôts et Consignations	11	0	10
	La Poste	0	0	0
	Divers organismes à caractère financier	429	69	498
	Total organismes à caractère financier	870	159	1 030
	CEPL			
	Régions	2 304	-255	2 049
	Départements	6 292	-505	5 788
	Communes	24 371	-2 287	22 085
	HLM	343	-24	319
	Autres	23 822	-509	23 313
	Total CEPL	57 132	-3 579	53 553
	Etablissements publics de santé	5 103	37	5 140
	Etablissements publics nationaux			
	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	11 416	880	12 296
	Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	4 209	854	5 063
	Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	3 232	853	4 085
	Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	1 171	159	1 330
	Total établissements publics nationaux	20 029	2 746	22 774
Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger	9 155	3 997	13 152	
Union européenne	3 767	-2 124	1 643	
Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés				
Fonds et Fondations	56	7	63	
GIP	780	153	933	
EPL	2 371	843	3 214	
Autres correspondants	7 745	-893	6 852	
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor	49	-49	0	
Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	11 001	61	11 062	
Total Dépôts de fonds du Trésor	107 058	1 297	108 354	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme	18	-3	15
	Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme	0	0	0
	Intérêts courus sur comptes à terme	0	0	0
	Total Comptes à terme	18	-3	15
Total Passif (A)		107 076	1 293	108 369
Créances résultant des placements des deniers pupillaires		0	0	0
Découverts des correspondants du Trésor		0	0	0
Total Actif (B)		0	0	0
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)		107 075	1 293	108 369



	Solde au 31/12/2017	Flux nets de l'année	Solde à fin mai 2018
unité : million d'€.			
Titres négociables (A)	1 686 132	33 214	1 719 347
Titres négociables à moyen et long terme	1 559 659	29 032	1 588 692
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	1 559 659	29 032	1 588 692
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	1 357 885	14 581	1 372 466
- <i>taux variable</i>	181 658	13 877	195 535
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	0	0	0
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	0	0	0
- <i>taux variable</i>	0	0	0
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
Titres négociables à court terme	126 473	4 182	130 655
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	126 473	4 182	130 655
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)	0	0	0
Dettes financières et autres emprunts (C)	7 169	-397	6 772
TOTAL (A+B+C)	1 693 301	32 818	1 726 119



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « 2017 exécuté » correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « 2017 retraité » correspondent aux données exécutées corrigées des mesures nouvelles de changement de périmètre adoptées en LFI 2018.

Autorisations d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux revêt un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

Crédits de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

Dettes financières de l'Etat

Le tableau de la dette financière ne comprend pas les intérêts courus non échus, les intérêts constatés d'avance ainsi que les dettes rattachées à des participations.

Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R et D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeur sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

Titre

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat : ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde ; les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.